

LE JOUR, 1950
3 NOVEMBRE 1950

QUESTIONS SANS REPONSE

Si les questions économiques au Liban ont l'importance que chacun mesure, elles sont dominées par les questions politiques dont chacun sait la portée. C'est le cas de parler de politique économique autant que d'économie politique.

Un conseil liminaire à donner au Gouvernement pour qu'il ne nous expose pas à de graves périls : c'est de ne pas perdre de vue la doctrine.

Nos problèmes économiques, on s'est mis à les envisager par tranches comme on règle par tranches le sort d'un melon. Diviser la difficulté est une formule de bon sens mise en honneur par Descartes ; mais ce qu'il faut craindre, c'est que le morcellement indéfini ne fasse pas oublier le principe et l'ensemble. Ainsi on se comporte à présent comme si l'agriculture libanaise que nous défendons si souvent était plus considérable que celle de la Syrie. C'est un beau paradoxe.

Il y a une doctrine politique libanaise à bon droit tenue pour vitale par une suite de générations ; il y a de même une doctrine économique qui a pour premier objet la vocation même des Libanais depuis des millénaires. Il faut s'en souvenir quand on s'aventure sur le terrain du compromis et du détail.

Rappelons une fois de plus que, pour régler les difficultés en cours, les moyens purement libanais ne manquent pas. C'est parce que notre Gouvernement a pris l'habitude d'attendre de la clémente nature qu'elle règle les difficultés toute seule que les moyens libanais n'ont pas été mis en œuvre depuis des mois. Nous voyons aujourd'hui les inconvénients de leur absence.

Le personnel politique efficace est réduit chez nous à si peu qu'il ne faut plus s'étonner de rien. Mais, disons-le ouvertement, en agissant comme il agit, c'est-à-dire en n'agissant jamais à temps, le Gouvernement nous fait prendre des risques inutiles.

Les affaires intérieures et les affaires étrangères sont maintenant ce qu'elles sont. Après une suite quasi-miraculeuse de circonstances favorables et de hasards heureux, nous voici à peu près sans Exécutif et sans Législatif. L'Administration de son côté attend les événements et, pour résoudre les problèmes en cours, il ne nous manque plus, Dieu merci, que de convoquer les Etats généraux.

Les choses vont-elles continuer à aller comme cela et jusqu'à quand ?

Pourtant nous disposons de tous les atouts il y a un an encore ; nous en disposons suffisamment il y a six mois et nous en avons encore assez en main aujourd'hui. Mais dans un tel débat la psychologie joue un rôle immense que l'Etat, ici, méconnaît ; et le Gouvernement s'égare dans les palabres, les vacances et les voyages au lieu de prendre des initiatives et des décisions. Depuis des mois, le terrain est miné sous nos pas. Quand on le dit, c'est comme de s'adresser à des sourds. Et à la fin ?

Aucun Libanais n'a ignoré que la rupture de l'union douanière, par le fait de la Syrie, devait correspondre de part et d'autre à quelques désagréments passagers. Tout le monde savait cela. En les prévoyant mieux, on pouvait rendre ces désagréments à peu près insensibles. Or, on a

tout fait sauf de les prévoir. Et les conversations se poursuivent sur des tranches de melon pendant que le fruit est en train de pourrir. Appellera-t-on cela gouverner ?

Quand le Gouvernement est attaqué de l'extérieur, tous les Libanais ont le devoir individuel et collectif de le défendre ; et nous ne sommes jamais les derniers à accomplir ce devoir. Mais devant un peuple déconcerté par ce qu'il voit, ne faut-il pas se demander quelquefois où est le Gouvernement libanais ?